

Non à l'austérité et au « pacte de responsabilité »

**Ils détruisent notre protection sociale et nos services publics,
dégradent nos salaires et nos conditions de travail !**

Les dernières annonces du Président de la République confirment une rigueur accrue et constituent une nouvelle attaque contre la protection sociale des salariés, le service public et ses agents.

Le « pacte de responsabilité » propose d'exonérer le patronat de 35,2 milliards d'euros de cotisations à la branche famille de la sécurité sociale en transférant cette somme vers le budget de l'État. Après les multiples exonérations déjà accordées, ce nouveau cadeau au patronat remet gravement en cause notre système de protection sociale. C'est une confiscation pure et simple d'une partie de notre salaire destinée à financer notre protection sociale.

Alors que le gouvernement prévoit de réaliser une économie de 50 milliards, les personnels titulaires et contractuels de l'enseignement supérieur et de la recherche comme tous ceux de la fonction publique subiront de plein fouet les conséquences du « pacte de responsabilité ». Cette mesure amplifie les conséquences de la politique d'austérité que l'on ressent si durement dans tous les établissements d'enseignement supérieur et de recherche aujourd'hui.

Les difficultés budgétaires de nombreuses universités et organismes continuent d'amener des suppressions d'emplois et des gels de postes, des annulations d'enseignements, la dégradation des conditions de travail et d'études et l'augmentation de la précarité. Pour arrêter le sacrifice de générations entières, il est au contraire urgent et impératif que le gouvernement finance les moyens, les postes et la masse salariale nécessaires pour accomplir les missions d'enseignement supérieur et de recherche, avec des titulaires sur toutes les fonctions pérennes et que cesse le blocage des traitements.

Les personnels de la Sécurité Sociale et des allocations familiales, avec leurs syndicats (CGT, FO, CFTC, CGC, CFDT), ont été les premiers à appeler à la grève le 18 mars, pour protester contre les 25 000 suppressions d'emplois des dernières années, l'embauche systématique de CDD au lieu de CDI et pour défendre leur convention collective menacée.

Depuis, au niveau interprofessionnel et dans la fonction publique, les organisations CGT, FO, FSU, Solidaires appellent l'ensemble des salariés, chômeurs et retraités à se mobiliser et à participer massivement aux actions interprofessionnelles de manifestations, rassemblements et grève du 18 mars.

**Les organisations signataires demandent l'abandon du « pacte de responsabilité »
et de toutes les mesures qui en découlent.**

Elles appellent les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche à faire de cette journée du 18 mars un succès qui mette un coup d'arrêt à cette politique d'austérité.

TOUS ENSEMBLE, faisons grève et manifestons le 18 mars 2014

* Pour l'annulation de l'exonération patronale de 35,2 milliards et le maintien du financement de la branche famille par la cotisation employeur, partie intégrante du salaire ;

* Pour l'annulation de la réduction budgétaire de 50 milliards qui va durcir la politique d'austérité et détruire encore plus les services publics ;

* Pour l'augmentation immédiate de la valeur du point d'indice et la revalorisation de tous les salaires et le rattrapage des pertes du pouvoir d'achat ;

* Pour refuser l'austérité et les réformes dans l'enseignement supérieur et la recherche qui conduisent aux dégradations des conditions de travail et d'études ;

* Pour un plan pluriannuel de création de postes statutaires et pour la résorption de la précarité.

Le 18 mars 2014, les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche sont en grève et manifestent pour l'abandon du « pacte de responsabilité » et la défense de la protection sociale et du service public.

***CGT (SNTRS, CGT-INRA, FERC-SUP), FSU (SNESUP, SNCS, SNASUB, SNEP),
SNPREES-FO, SOLIDAIRES (Sud Recherche EPST, Sud Education)***